

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 22029 - 81ÈME ANNÉE

## Application provisoire de l'accord Union européenne–Mercosur dès le 1er mai

### Risque d'une catastrophe économique et sanitaire : toutes les communes concernées à La Réunion



**À peine élus, les nouveaux maires de La Réunion feront face dès le 1er mai 2026 à l'application provisoire de l'accord Union européenne–Mercosur. Concurrence agricole à bas coût, normes sanitaires inégales, menace sur la canne, l'élevage et la santé publique : toutes les communes sont concernées. Que feront les nouveaux élus au moment où l'argent facile venu de France et de l'UE diminue tandis que la santé est la cible de restrictions budgétaires par les gouvernements qui se succèdent à Paris ? Ont-ils anticipé ou alors attendront-ils une aide ou des ordres de la France pour agir ?**

À peine installées, les nouvelles majorités municipales devront affronter une réalité brutale : l'entrée en vigueur provisoire, au 1er mai 2026, de l'accord

commercial entre l'Union européenne et le Mercosur. Le 23 mars 2026, la Commission européenne a notifié aux pays sud-américains l'instrument d'application provisoire de l'accord intérimaire sur le commerce. En clair, la machine est lancée. L'Argentine, le Brésil et l'Uruguay ont ratifié. Le Paraguay doit suivre. Selon la représentation de l'UE à Paris, l'application provisoire garantira la suppression de droits de douane « dès le premier jour ».

#### **Nouvelle menace pour les planteurs**

L'accord agit comme un révélateur brutal. En ouvrant davantage le marché européen à des sucres sud-américains produits à très bas coût, il menace directe-

ment les débouchés du sucre réunionnais. La filière canne, pilier historique de l'économie de l'île, déjà fragilisée par la fin des quotas et l'érosion des aides, se retrouve exposée à une concurrence industrielle massive.

En 2013, lors de sa visite à La Réunion, Dacian Ciolos, alors commissaire européen à l'Agriculture, avait prévenu : l'avenir de la canne dépendrait de la stratégie de l'industriel chargé de sa transformation, soit Tereos. Or, dès cette époque, Tereos investissait au Brésil pour devenir producteur de sucre brésilien. La stratégie était claire : se positionner là où les coûts sont les plus bas. Qui défend aujourd'hui l'intérêt des planteurs réunionnais ?

### Toute l'agriculture concernée

Au-delà de la canne, c'est toute l'agriculture réunionnaise qui risque de souffrir. Les éleveurs locaux appliquent les normes européennes les plus strictes : traçabilité, bien-être animal, interdiction d'hormones de croissance. Ces exigences ont un coût. Demain, leurs concurrents d'Amérique du Sud pourront vendre sur le même marché sans supporter les mêmes contraintes. Où sont les normes européennes destinées à protéger la santé des Réunionnais ?

Les produits végétaux ne sont pas épargnés. Un rapport de la Commission européenne publié en octobre 2024 signalait des garanties insuffisantes concernant l'absence d'hormones cancérigènes comme l'œstradiol 17-bêta dans certaines importations. Un autre rapport de 2023 révélait qu'un tiers des substances actives autorisées au Brésil sont interdites en Europe. Une étude de 2020 détectait des résidus de pesticides bannis dans 12 % des aliments exportés du Brésil vers l'UE : riz, pommes, haricots. Certains de ces pesticides sont fabriqués en France... mais interdits d'usage sur son sol.

### Risque de catastrophe sanitaire chez les victimes du système néocolonial

À La Réunion, où la pauvreté touche une large part de la population, le premier critère d'achat reste le prix. Le système néocolonial maintient des prix élevés pour les produits de première nécessité, tandis que les surrémunérations entretiennent un différentiel artificiel. Pour les pauvres, le premier critère d'achat pour la majorité de la population est le prix le moins cher. Les produits agricoles du Mercosur seront moins chers que la production locale. Dans ce contexte, des produits importés moins chers trouveront preneurs. Mais à quel prix sanitaire ? Si des aliments contenant des résidus dangereux deviennent plus présents dans les assiettes, la catastrophe sani-

taire frappera d'abord les plus pauvres, c'est-à-dire la majorité des Réunionnais.

Toutes les communes sont concernées. De la côte au cirque, des Hauts aux centres urbains, l'impact sera général : emploi agricole, santé publique, équilibre social.

Que feront les nouveaux maires ? Attendre des ordres ou une hypothétique compensation de Paris ? Espérer un fonds européen qui ne viendra plus ? L'argent facile venu de France et de l'Europe se raréfie. Les gouvernements successifs à Paris imposent des restrictions budgétaires, notamment dans la santé. Les collectivités devront arbitrer entre soutien à la production locale, maintien des services publics et protection des plus vulnérables. Les promesses faites pendant la campagne n'engageront que ceux qui y ont cru.

Les municipalités disposent pourtant de leviers : politique d'achats publics favorisant les circuits courts dans les cantines, soutien au foncier agricole, appui aux coopératives, sensibilisation sanitaire, plans communaux de résilience alimentaire. Encore faut-il une volonté politique également pour lutter contre la pauvreté et la vie chère en luttant contre le système néocolonial au lieu d'être un serviteur docile et bien payé par ce système.

L'accord UE-Mercosur pose une question simple : voulons-nous sacrifier notre agriculture et notre santé sur l'autel du libre-échange ? Les nouveaux élus ne pourront pas dire qu'ils ne savaient pas. Que feront-ils au moment où l'argent facile venu de France et de l'UE diminue tandis que la santé est la cible de restrictions budgétaires par les gouvernements qui se succèdent à Paris ? Ont-ils anticipé ou alors attendront-ils une aide ou des ordres de la France pour agir ? Le 1er mai 2026 arrive. L'histoire jugera leur capacité à défendre l'intérêt général réunionnais face à des décisions prises loin de l'île.

*M.M.*

## Conséquence de la guerre lancée par Trump et Netanyahu

# Blocage du détroit d'Ormuz : vers une crise alimentaire et industrielle mondiale

L'ancien Premier ministre canadien, Justin Trudeau, a lancé une alerte que trop peu de capitales semblent prendre au sérieux : le véritable désastre lié au blocage du détroit d'Ormuz ne se mesurera pas seulement en barils de pétrole manquants. Le choc le plus violent est ailleurs, invisible pour le grand public, mais déjà bien réel pour : il frappe les engrais, l'aluminium et la pétrochimie.

Depuis les sanctions contre la Russie en 2022, une partie du commerce mondial s'est redirigée vers le Golfe persique. Une proportion majeure des engrais azotés et phosphatés transite désormais par Ormuz. Or, depuis sa fermeture, les prix ont déjà bondi de 35 %. Moins d'engrais, c'est mécaniquement moins de rendements agricoles. Et moins de récoltes, c'est une pression immédiate sur les prix alimentaires mondiaux. Le spectre d'une crise alimentaire globale se rapproche, frappant d'abord les pays les plus dépendants des importations comme La Réunion.

Deuxième onde de choc : l'aluminium. Les fonderies de Bahreïn, des Émirats arabes unis et du Qatar jouent un rôle clé dans l'approvisionnement des industries automobile et aéronautique. Tout transite par Ormuz. Résultat : les cours de l'aluminium atteignent leur plus haut niveau depuis quatre ans. Derrière les chiffres, ce sont des chaînes de production entières qui vacillent. La prochaine voiture, le prochain avion, coûteront plus cher. Et avec eux, l'ensemble des biens manufacturés dépendants de ce métal stratégique.

Troisième bombe à retardement : le plastique. Près de 10 % de l'éthylène mondial — base de la plupart des emballages, pièces industrielles et produits du quotidien — sort du Golfe via ce passage maritime. Si l'éthylène flambe, c'est toute la chaîne qui suit : emballages alimentaires, matériel médical, composants électroniques. Rien n'échappe à cette dépendance.

Les experts parlent d'une « falaise inflationniste ». L'expression n'est pas excessive. Même si le détroit rouvrirait demain, réparer des chaînes d'approvisionnement mondiales fracturées prendrait des mois. Les stocks sont limités, les contrats renégociés à prix fort, les délais rallongés.

Ce qui se joue à Ormuz révèle une vérité brutale : la mondialisation a concentré des fonctions vitales dans quelques goulets d'étranglement. Notre nourriture, nos transports, nos objets du quotidien dépendent d'artères maritimes vulnérables. Le choc caché est déjà enclenché. Et si rien ne change dans l'organisation de ces dépendances, ce ne sera pas une simple crise passagère, mais un basculement durable du coût de la vie.

*M.M.*

### Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

# Oté

## Si nou téi parl in pé in zoutiye dann tan lontan ? Alon parl in pé moulin mayi La Rényon !

Mézami zot i souvien moulin mayi La Rényon ? Sa in zoutiy fantézi sa ! Sa lé ron, sa lé an pyèr, avèk in dossi épi in dossou. Lo dossou ni pé apèl ali in sok avek in laxe fikssé dann son milyé épi in bann pti rédiyón dan la pyèr pou évakyé lo grin mouli . Lo dessu néna in trou téi apèl la guèl dann son milyé pou mète lo grin mayi épi in sistèm pou tourn la pyèr otour d’son aks é dizon in mansh pou tourn ali-lo mansh métalik té fikssé dsi lo déssi.

Moulin mayi sa téi i ronrone dann nout zorèye kan nou téi dsann lo matin fénoir pou alé lékol-sansa pou alé la mèss — mé tout fasson téi falé déssann. Ni pé dir dopi Boi d’nèf ziska sinte-klotide lo ronronemen téi kite pa nou. Konm kékshoz réshofan mèm rassiran, antouléka in brui familyé téi akonpagn anou dopi nout poin d’dépar ziska noutpwin d’arivé.

Mi rapèl lakaz lo moulin mon papa téi mète ali dsi goni pou pa k’mayi mouli i tonb atèr. Avèk son min gosh mon papa téi tourn lo moulin, avèk son min droit e téi mète lo grin poigné par poigné dann la guèl moulin. Lo bann pti réyon krézé dan la pyèr téi anvoye lo grin mouli par-é-d’ote lo moulin... Dann tan mi di azot lakaz téi manz mayi souvan défoi pars mi sipoz lété la guèr é dori l’avé pwin toulézour dann la boutik méssyé Mong-Hune(nou téi di Mohine).

Mi di sa pars la boutik ossi téi vann la farine mayi pou demoune lo rékolt té épuizé, sansa zot lété pa plantèr é zot téi pé ashète mayi-dri, lo mayi soso, lo lamsime, défoi mèm la zèl é sète-la té sirtou pou zanimo... Nou lakaz, papa étan plantèr l’avé touzour do koi ranpli lo vante toute nout bann mé papa téi rakont anou étan pti tazantan mon gran-mèr téi amenn ali shé tonton Raoul é laba téi manz dori, avèk lo grin épi kari la vyann. Mi rapèl nou téi trouv sa bon, i fo oir.

Papa téi di anou : in onm sé in onm kan li lé kapab moude mayi pou nourri son famiye é mi panss kan li téi di sa l’avé in fon d’fyèrté dann son voi. Mi rapèl li téi di : lo fanm i fé kui mayi mé sé l’onm k’i plante, ki rékolt, épi k’i moude. Mi domann si pou li lété in privilèj de l’onm, sansa si li téi di sa pou kozé tou sinploman konmsa pars li l’avé pwin in lidéoloji dominèr.

A bon antandèr salu !

*Justin*